

LETTRE AUX AMIS DU MONDE

FORUM DU REFUS DE LA MISÈRE



Mouvement international ATD Quart Monde
12, rue Pasteur - 95480 Pierrelaye - France

DÉCEMBRE 2013 – N° 85

NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ

Les familles frappées de plein fouet par le typhon Haïyan, qui cherchent leurs proches avec angoisse et s'entraident pour tenir bon, nous lient à tous ceux dont les vies sont sans cesse dévastées et qui font face avec courage. Récemment, je rencontrais dans la région parisienne des familles qui vivent dans l'inquiétude car elles doivent quitter le quartier où elles ont trouvé refuge après des années d'errance parfois. Leurs logements vétustes sont voués à la démolition mais aucune proposition durable ne leur est faite. La ville ne veut pas d'elles, car elles sont trop pauvres, et voudrait les voir partir ailleurs, mais où ? Pour ne pas céder au désespoir, elles se mobilisent et s'organisent, s'efforçant de ne pas abandonner ceux que tant de difficultés finissent par user.

La violence de la misère est intolérable. Violente aussi est la manière dont sont ignorés et souvent même niés l'intelligence, l'expérience, le courage de ceux qui résistent au jour le jour alors même que leur savoir et leur expérience pourraient orienter le monde de façon pertinente et radicale vers un vivre-ensemble respectueux de la dignité de tous.

« *Ma vie est très difficile, c'est vrai, mais je m'inquiète pour ceux qu'on ne voit pas, ceux qui n'entrent même pas dans les statistiques de la pauvreté. C'est vers eux que nous devons aller en premier* ». Voilà ce que disait un père de famille de La Paz dans le cadre des travaux d'évaluation de l'impact des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

que le Mouvement ATD Quart Monde a menés avec plus de 2000 personnes à travers 12 pays. Des jeunes que nous connaissons à Bangui, malgré l'insécurité dans le pays qui aggrave encore les difficultés, continuent de rejoindre, avec des livres, les enfants des quartiers les plus délaissés pour que leur intelligence se déploie et ne se perde pas. Ils nous font ainsi toucher du doigt la profondeur et la qualité des engagements humains qui sont indispensables pour construire vraiment nos sociétés avec tous. En Suisse, une femme qui fait front aux humiliations et aux manques nous dit sa crainte que la lutte pour l'éradication de la pauvreté, au nom du progrès, ne se convertisse en une lutte contre les plus pauvres.

Les personnes confrontées à la grande pauvreté, au Nord comme au Sud, qui ont participé à ces travaux d'évaluation rejoignent dans leurs recommandations le Secrétaire général des Nations Unies lorsqu'il affirme dans son rapport « Une vie dans la dignité pour tous » : les objectifs que se donnera la communauté internationale pour l'après 2015 devront ne laisser personne de côté ! Cela ne pourra être atteint que si, d'emblée, ceux qui ont l'expérience de la grande pauvreté sont considérés comme premiers partenaires.

Isabelle Perrin, Déléguée générale
du Mouvement international ATD Quart Monde



LE MOT DE L'ÉQUIPE DU FORUM DU REFUS DE LA MISÈRE

Que les personnes en situation de grande pauvreté soient nos premiers partenaires, c'est bien ce que chacun essaye de vivre tout au long de l'année et de le dire publiquement lors de cette Journée mondiale du refus de la misère 2013. Les comptes rendus, les contributions que les correspondants du Forum du refus de la misère nous font parvenir l'illustrent très fortement. Et nous vous en remercions vivement. Nous mesurons l'effort que cela demande à chacun d'entre vous d'envoyer un texte, une photo, un enregistrement radio... Déjà plus de 230 événements dans 41 pays ont été recensés. Et vous pouvez continuer à nous écrire et les consulter sur le site www.refuserlamisere.org.

Nous vous proposons de poursuivre nos échanges d'expériences à travers cette Lettre aux amis du monde, pour avancer ensemble vers un monde sans discrimination. Du travail d'évaluation sur les Objectifs du Millénaire pour le

Développement, cinq recommandations ont émergé. Et les expériences présentées dans ce numéro en montrent l'importance. C'est ce que nous apprenons de l'association paysanne de Kindele, en RD Congo, qui soutient des jeunes qui, sans elle, seraient oubliés et abandonnés ; de Mati, au Bangladesh où tout un village se met ensemble pour rendre effectifs les projets ; ou du CIAF au Brésil qui détruit le préjugé selon lequel des personnes en situation de pauvreté n'ont rien à dire sur le monde ! Enfin la Fundação del Rio nous fait toucher du doigt le lien entre respect de l'environnement et dignité des êtres humains.

Ces quatre histoires d'engagement de correspondants, ainsi que le courrier des lecteurs, nous aident à bien comprendre à quoi nous engageons ces recommandations pour l'étape suivante des Objectifs du Millénaire pour le Développement, après 2015.



● **« COMMENT QUEL-
QU'UN, QUI N'A PAS
TOUJOURS À MANGER,
PEUT-IL EXPRIMER UNE
PENSÉE POUR LE
MONDE ? »**

**Des mères de familles
vivant dans des bidon-
villes, membres du CIAF
(Centre Intégré d'Appui Fa-
milia), ont fait l'expérience de
ce préjugé. En se réunissant pour**

**échanger sur les OMD, elles ont réussi pour la première
fois à exprimer leur grande envie de changer les choses au
niveau de l'éducation, la santé, la qualité de la vie. Avoir
pu le faire leur a donné une image bien plus positive
d'elles-mêmes.**

Carla affirme que tous les enfants et adolescents devraient fréquenter l'école, suivre des formations à des métiers qui les préparent au monde du travail. Le gouvernement devrait s'engager davantage. Pour la santé des femmes, il faudrait des soins pendant la grossesse et plus d'exams : qu'elles mangent mieux, que le personnel des hôpitaux et des centres de santé soit plus attentif !

Adriana estime qu'on devrait mieux payer les travailleurs pour qu'ils puissent avoir une vie digne. À l'école, les élèves ne devraient pas passer dans la classe supérieure sans savoir lire et écrire. Et quant à la santé, « les centres sont très

mauvais. Il n'y a pas assez de médecins pour recevoir les gens, on arrive dans le centre et on est mal reçu par le médecin et par les gens de l'accueil. Les rendez-vous sont trop espacés. »

Rosilaine pense qu'il faut de meilleures écoles, du travail, des maisons, un service de santé qui marche. « J'essaie de changer les choses chez moi : je surveille tout dans ma famille. Je les pousse à travailler, à étudier, à être de bons citoyens solidaires, à donner l'exemple. Ce n'est pas facile, j'essaie! »

Valéria croit qu'il faut commencer par faire vraiment la réforme agraire. Il faut s'occuper des familles très pauvres : il ne faut pas leur donner du poisson, mais plutôt une canne à pêche et leur donner la possibilité de pêcher. Ainsi, les familles pourront se développer ensemble et les parents pourront aider les enfants. Quant à l'égalité des sexes, ce devrait être fait dès l'enfance, entre frères et sœurs.

Solange ajoute que le gouvernement devrait investir dans l'industrie, cela créerait du travail. Pour combattre le sida et autres maladies, il faut des préservatifs, du dépistage, plus de traitements et de médicaments gratuits.

Aline, Eliete et Raiane, comme les autres, ont exprimé leur espoir pour les enfants ainsi que pour l'environnement : « Il faut cultiver et respecter les arbres. Il ne faut pas polluer les rivières. Et puis nous ne devons pas salir les rues, gaspiller l'eau et l'énergie ». Pour tout le groupe cela passe par l'investissement dans des infrastructures d'égout, de recyclage...

WILSON O., CIAF, BRÉSIL

● **LA PROMESSE D'UN AVENIR MEILLEUR**

**L'association paysanne de Kindele pour le
Développement Communautaire apprend aux
jeunes désœuvrés à regagner leur place dans
la société.**

Le principal responsable de la misère dans notre pays est l'explosion démographique car les ressources n'ont pas suivi la croissance de la population : les gens ne mangent pas à leur faim, les jeunes n'ont pas d'avenir.

Le découragement n'a jamais aidé à réussir. Une des voies pour résoudre le problème est de mettre en route des regroupements dans le cadre du secteur informel. Ces projets modestes, bien sûr, ne changeront pas le pays mais sont comme le signe, la promesse d'un avenir meilleur comme le montre notre expérience de l'Association de Kindele regroupant des jeunes d'un quartier périphérique de la capitale.

Nous avons fait des équipes dans trois sites différents avec 35 jeunes désœuvrés, frappés d'exclusion, d'une misère issue des injustices et des violences de toutes sortes. L'activité pratiquée est l'agriculture maraîchère. La gestion se fait selon les normes coopératives. Le regroupement dit-on est la meilleure solution des faibles.

Nous leur apprenons d'abord comment travailler efficacement en groupe. Chacun devra y mettre du sien. La réussite de cette réalisation exige des acteurs un apport sans réserve. Ainsi chaque jeune concerné doit participer aux différents travaux aratoires : labour, semis, récolte et autres gestions des produits obtenus jusqu'à leur vente aux consommateurs. Dans ce travail de groupe le partage et la participation active à l'action communautaire sont importants.

Victimes de la violence, ces jeunes étaient les démunis qui



n'avaient pas d'interlocuteurs. Très pauvres, subissant beaucoup de contraintes, ils versaient facilement dans l'anxiété, la nervosité et la violence. Se sentant rejetés, il leur était difficile d'être en paix. Et comme pour se révolter contre la société qui les a mis au monde et les exclut, ils se jetaient dans la rue où ils étaient appelés "enfants de la rue" au lieu de "enfants dans la rue". Et là, ils étaient le rebut de la société qui les considérait comme responsables de tous les méfaits : délinquants, trouble-fêtes "KULUNA" inconséquents ; ils ne pouvaient ni étudier par manque de moyens, ni se vêtir convenablement.

Mais avec ce travail de la terre mis à leur portée par l'association, ils commencent à retrouver petit à petit leur place. Avec la vente des produits maraîchers, certains de ces jeunes reprennent déjà le chemin de l'école, résolvent leurs problèmes quotidiens, nourrissent leur famille, ce qui renforce en eux la prise de conscience de la chance que l'association leur offre.

À ce jour, plus de 20 jeunes ont pu retrouver leur autonomie en créant leurs activités où ils évoluent seuls dans leurs propres terrains. De temps en temps l'équipe technique intervient et ils sont suivis pour l'évaluation de leurs activités.

M. JEAN PH-D PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION PAYSANNE DE KINDELE
POUR LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE. RDC

● **NOUS DÉFINISSONS ENSEMBLE, AVEC LA POPULATION, CE QUE LE DÉVELOPPEMENT SIGNIFIE POUR ELLE.**

Lenen R. est originaire du Bangladesh et travaille pour l'ONG MATI (qui signifie "La Terre") fondée en 1997. Celle-ci travaille dans le nord du Bangladesh avec une population qui vit au-dessous du seuil de pauvreté. MATI travaille dans les domaines de l'amélioration de l'autonomie des femmes, de l'éducation et du développement des moyens d'existence. Le cœur de leur démarche est de définir ensemble, avec les personnes concernées, ce que "développement" signifie pour elles et de planifier et rendre effectifs des projets avec elles.

Nous avons un projet appelé «Le village du Millénaire» pour lequel nous travaillons avec les villageois dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le

Développement dans une démarche complètement participative. Nous avons expérimenté des améliorations dans de nombreux domaines tels que l'éducation, l'accès à l'eau potable ou la réduction de la dette.

Le Bangladesh est salué comme la «Patrie du micro-crédit», mais nous croyons que ce dont les gens ont réellement besoin, c'est d'engagements et de relations, et pas seulement d'argent. J'ai demandé à une femme du Village du Millénaire "Que veut dire concrètement la pauvreté



pour vous" ? Elle m'a répondu : « Je ne suis pas pauvre, je peux travailler, donc je peux gagner de l'argent. J'ai seulement besoin d'un travail décent ». Il faut comprendre cela comme l'exigence d'un avenir, un avenir où chacun peut se servir des talents qu'il possède.

Dans le Village du Millénaire, nous essayons d'améliorer les conditions de vie selon les priorités des villageois. Beaucoup d'enfants ne vont pas à l'école, car il n'y a pas de pré-école dans le village et l'école tenue par une autre ONG a seulement quelques places. Pour être admis dans une classe d'une école gouvernementale, les enfants ont besoin d'avoir été à la pré-école pour réussir l'examen d'entrée.

Ensemble, les villageois ont bâti un petit centre communautaire au milieu du village, avec une pièce pour l'école, et une autre pour le cours de couture des femmes. Chaque année, quarante enfants de 4 à 6 ans vont à la pré-école, en deux équipes de vingt chacune. L'institutrice est une femme instruite de la communauté. Comme l'école est au cœur du village, elle n'est qu'à quelques mètres des maisons des enfants. Une journée d'école dure une heure et demie, c'est la durée de concentration des enfants. Les mères peuvent s'asseoir dans la cour et voir ce qui se passe dans la classe. Souvent les gens de la communauté discutent entre eux de ce qu'ils attendent de l'école ou du maître.

LENEN R., BANGLADESH

● **ROMPRE LE CERCLE DE LA PAUVRETÉ ET DE LA DESTRUCTION ENVIRONNEMENTALE**

La « Fundación del Río », organisation de protection de l'environnement, travaille depuis 23 ans dans la réserve de la Biosphère de Rio San Juan au sud est du Nicaragua. Toujours engagée avec les populations les plus défavorisées, elle croit qu'un monde juste, solidaire et harmonieux entre l'humanité et la nature est possible.

Cette réserve est l'une des zones les plus riches en ressources naturelles, mais dont la population est parmi les plus pauvres du pays, avec des taux élevés d'analphabétisme, de grossesses précoces et de dénutrition infantile. La pauvreté spirituelle et économique est le principal héritage transmis par les parents à leurs enfants.

Dans cette zone ont été expérimentées des monocultures comme le palmier africain. Ces plantations qui sont dans les mains de grands propriétaires étrangers ou nationaux, se sont établies en achetant les terres à bas prix aux paysans, profitant de leur pauvreté et du manque d'enracinement d'une population habituée aux migrations.

Cette situation a généré différents problèmes. Les familles qui ont vendu leur propriété doivent recommencer leur vie dans des zones à chaque fois plus dépourvues d'investissements publics, sans chemins, écoles ni centres de santé. Ceux qui ne partent pas se voient contraints de changer de culture, abandonnant la production de cultures

alimentaires pour devenir des ouvriers agricoles qui vivent dans des conditions d'exploitation et dépendent du salaire que leur octroie la même entreprise qui les a spoliés.

Différents secteurs de la population, avec l'aide de la coopération internationale, se sont mis au travail pour rompre ce cercle de pauvreté et de destruction environnementale. C'est ainsi que les membres de la Coopérative de Producteurs de Cacao Familles Unies du Château (COOPROCAFUC R.L.) qui se consacrent à la production et la commercialisation de cacao organique, ont pu avoir un marché stable qui leur a généré des revenus durant toute l'année.

L'une des clés du succès réside dans le fait que ce sont les paysans qui sont à l'initiative de ces projets, tout en étant accompagnés, et qui réussissent à développer des savoir-faire pour faire face aux difficultés.

En Amérique centrale, nombreuses sont les communautés paysannes et indigènes qui sont déplacées à cause des monocultures. Cela limite les chances de pouvoir sortir de la pauvreté et de conserver leur patrimoine naturel. Nous ne pouvons pas continuer de penser que l'argent prime ou que la nature et les êtres humains sont des facteurs de production pour le grand capital. Transformer cette manière de penser est le premier pas à faire pour aller vers un horizon de justice et d'équité.

SAÚL O. Y TERESA M., NICARAGUA

COURRIER DES LECTEURS

• Bonjour à l'Équipe de LAM.
Dans la partie orientale du Cameroun dans une ville frontalière avec la République Centrafricaine, il y a depuis près de 8 mois un afflux de réfugiés venant de la Centrafrique. Pendant notre séjour j'ai assisté à des sérieux problèmes de cohabitation entre les réfugiés et la population locale. Il se passe que, depuis leur arrivée, l'insécurité est grandissante. La population locale en est exaspérée et accuse les réfugiés. Par conséquent des règlements de compte sont de plus en plus courants et la population locale ne veut plus de réfugiés dans sa ville.

Comment alors concilier les réfugiés qui n'ont même pas du minimum et une population qui ne vit que d'une subsistance liée à l'agropastoral? C'est le problème de fonds qui nous a poussés à réunir les deux parties dans les locaux de la mission catholique. Il s'agissait de trouver un terrain d'entente où les deux parties

sortiraient satisfaites. Chose qui n'a pas été aisée. Mais à la fin, la population locale a cédé en concédant même aux réfugiés, s'ils le voulaient, le droit de travailler avec elle dans ses plantations et d'en bénéficier des fruits à la récolte au lieu d'en voler quotidiennement.

Cela a été un témoignage assez émouvant pour moi car la population, en offrant de l'hospitalité offre aussi aux réfugiés un moyen de combattre la pauvreté. Ceux-ci, non seulement sortiront de l'oisiveté mais trouveront un terrain d'expression de leur humanité.

Blaise N. Cameroun

• Un grand bonjour de vos amis du Liban pour la grande journée du 17 octobre que, comme vous, nous aimons et célébrons de notre mieux.

Nous recevons beaucoup des réfugiés syriens dans notre quartier où nous sommes déjà très nombreux. Cela pose

beaucoup de problèmes, pour eux évidemment, et aussi pour le quartier. Les relations du Liban avec son pays voisin la Syrie n'ont pas été du tout faciles, surtout dans les années de la dure guerre civile libanaise. Les libanais portent encore en eux des rancœurs ou des méfiances envers leurs voisins.

Accueillir dans notre association du quartier ces familles syriennes qui arrivaient était donc quelque chose qui nous questionnait : d'une part, on se sent un devoir d'être proches puisqu'on a traversé ce qu'ils vivent, on a vécu les angoisses, les deuils, les déplacements, les pertes des maisons, etc. Et d'autre part, c'est un défi car tout nous porte à penser : « bien fait, c'est leur tour ! ». Chacun sent, souffre, compatit à la situation de ces réfugiés, ou n'y arrive pas. Mais c'est dans ce cadre que nous cherchons ce que doivent être les relations entre nous.

Marie-Ange L. - Liban

VU SUR LE SITE

Cinq recommandations pour l'après 2015 à partir de l'expérience des plus défavorisés dans le monde

Afin de définir des objectifs de développement durables, de nombreux experts ont donné leur avis sur la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Les conditions de survie, la honte, les préjugés, que vivent les plus pauvres dans le monde, font qu'ils sont le plus souvent absents des débats sur l'avenir. Or, ce qui est pensé sans eux se retourne souvent contre eux. C'est pourquoi ATD Quart Monde a demandé leur avis aux premiers intéressés eux-mêmes, les plus défavorisés, à travers une recherche-action participative : « *Le savoir tiré de l'expérience : construire l'agenda post-2015 avec les personnes en situation d'extrême pauvreté* ».

Depuis 2012, environ 2000 personnes d'une douzaine de pays du Nord et du Sud (Belgique, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, France, Guatemala, Haïti, Ile Maurice, Madagascar, Pérou, Philippines, Pologne), avec des universitaires, des décideurs, des praticiens, y com-

pris des Nations Unies ont participé à des interviews, des rencontres qui ont permis d'élaborer les recommandations suivantes.

Cinq recommandations pour l'après 2015

1. Ne laisser personne de côté. Cela demande d'éliminer les discriminations fondées sur le genre, l'origine sociale ou la pauvreté, dans tous les pays.
2. Introduire les personnes vivant dans la pauvreté comme de nouveaux partenaires dans la construction de la connaissance sur le développement.
3. Promouvoir une économie respectueuse des personnes et l'environnement, incluant des emplois décents, une protection sociale.
4. Encourager la coopération à l'école entre tous les acteurs, les élèves, leurs familles, la communauté et les enseignants, afin de réaliser l'éducation et la formation pour tous. La pau-

part des personnes en situation de pauvreté pensent que l'éducation est le meilleur moyen pour leurs enfants de se libérer de la pauvreté.

5. Promouvoir la paix par une bonne gouvernance participative. Cela implique d'aider les communautés à former leurs propres organisations de soutien et de s'assurer que les structures locales, nationales et internationales mettent en place des mécanismes participatifs.

Pour créer un environnement propice à l'éradication de l'extrême pauvreté, il est indispensable de respecter les Droits de l'Homme dont les violations sont à la fois, causes et conséquences de la misère. Les principes directeurs « Extrême Pauvreté et Droits de l'Homme »* constituent un outil très utile pour rendre ces droits effectifs.

* Adoptés par le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU en septembre 2012.

Pour en savoir plus téléchargez le document : « Vers un développement durable qui n'oublie personne: Le défi de l'après 2015 »

http://www.atd-quartmonde.org/IMG/pdf/Working_Paper_ATD_Fourth_World_Participatory_Research_June_FR-v2.pdf

Vous aussi, partagez vos observations et vos expériences via le site : www.refuserlamisere.org ou par courrier électronique : refuserlamisere@atd-quartmonde.org

Le « Forum du refus de la misère » est un réseau de personnes engagées qui veulent développer une amitié et une connaissance à partir de ce que nous apprennent les populations pauvres et très pauvres : celles qui cumulent plusieurs précarités au niveau de l'éducation, du logement, du travail, de la santé, de la culture ; celles qui sont les plus rejetées et les plus critiquées. Il invite à le rejoindre tous ceux qui veulent faire partie d'un courant de refus de l'extrême pauvreté dans le monde pour rebâtir la communauté à partir et avec les plus pauvres. Ce courant s'exprime dans la **Lettre aux Amis du Monde** qui publie trois fois par an, en français, anglais, espagnol, portugais les écrits de nos correspondants, grâce à des traducteurs professionnels qui offrent leur service bénévolement. Le Forum du refus de la misère est développé par le Mouvement ATD Quart Monde. OING dont le siège est à Pierrelaye, France, et permet à ceux qui le rejoignent de garder leur identité, sans pour autant être membre d'ATD Quart Monde. Email : refuserlamisere@atd-quartmonde.org Site Internet : www.refuserlamisere.org Abonnement \$8 / 8 € par année – De soutien \$10 / 10 € par année. © Mouvement international ATD Quart Monde - Imprimerie ATD Quart Monde - Méry-sur-Oise - N°85 - Décembre 2013.

LES DESSINS SONT DE
HÉLÈNE PERDEREAU QUI
LES OFFRE GRACIEUSEMENT,
DEPUIS DE LONGUES ANNEES,
AU MOUVEMENT
ATD QUART MONDE

MISE EN PAGE :
LYDIE ROUFFET